

ALGER 16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

Edition N°1515 du Lundi 4 Mai 2026 - Email : alger16bma@gmail.com - Prix 10 DA - ISSN2335-108X - WWW.ALGER16.DZ

ACTUALITE
SPORTS
SANTÉ
RÉGIONS
CULTURE
PUBLICITE

alger16 le quotidien

alger16, quotidien

ALGER16, LE QUOTIDIEN
DU GRAND PUBLIC

SCAN ME



LES INSTRUCTIONS DU PRÉSIDENT TEBBOUNE
LORS CONSEIL DES MINISTRES



ÉLABORATION D'UNE ÉTUDE
POUR LA CRÉATION D'UN HÔPITAL
ANTICANCER DANS CHAQUE WILAYA

P. 16

AADL3



LA DATE DE LIVRAISON DES
PREMIERS LOGEMENTS RÉVÉLÉE

P. 7

COUPE DU MONDE 2030



LE MAROC ENTRE «VITRINE DE LUXE»
ET DÉMOLITION SOCIALE

P. 14

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

PRUDENCE MÉDIATIQUE :
UN IMPÉRATIF DE CRÉDIBILITÉ

AMMAR CHERITI. PRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL DES JOURNALISTES ALGÉRIENS (CNJA), À ALGER16 :

«LE CITOYEN ALGÉRIEN A GAGNÉ EN MATURITÉ INFORMATIONNELLE»

Pp. 5 et 6

LE CHEF DE L'ÉTAT, LORS DE L'ENTREVUE PÉRIODIQUE AVEC LES MÉDIAS NATIONAUX

L'ALGÉRIE SUR UNE TRAJECTOIRE
DE DÉVELOPPEMENT
IRRÉVERSIBLE



● LE PRÉSIDENT RÉAFFIRME UNE LIBERTÉ
D'EXPRESSION RESPONSABLE ET ENCADRÉE.

Pp. 3 et 4



LE
SAVIEZ-
VOUS ?

PENSIONS ET ALLOCATIONS DE RETRAITE

DÉBUT DE VERSEMENT DES AUGMENTATIONS POUR PLUS DE 3,5 MILLIONS DE RETRAITÉS ET AYANTS DROIT



Les augmentations dues ont été versées, samedi dernier, sur les comptes de plus de 3,5 millions de retraités et ayants droit, en application des décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant revalorisation des pensions et allocations de retraite, a indiqué un communiqué de la Caisse nationale des retraites (CNR).

"Dans le cadre de la mise en œuvre des décisions du président de la République portant revalorisation des pensions et allocations de retraite, les augmentations dues ont été versées, samedi 2 mai 2026, sur les comptes des affiliés à la Caisse", au profit de "plus de 3,5 millions de retraités et

ayants droit", précise le communiqué.

Cette démarche "s'inscrit dans le cadre du renforcement du pouvoir d'achat et de l'amélioration du niveau de vie de cette catégorie", ajoute le communiqué.

Ces augmentations englobent "10% au profit des retraités percevant une pension inférieure ou égale à 20.000 DA et 5% pour ceux percevant plus de 20.000 DA".

Dans son communiqué, la CNR a réaffirmé "son engagement permanent en faveur de l'amélioration de la qualité de ses prestations et de leur rapprochement des citoyens, afin de garantir un service public moderne et efficace".

TRANSPORT URBAIN

L'ETUSA LANCE 30 NOUVELLES LIGNES À ALGER ET SA PÉRIPHÉRIE À PARTIR DE DIMANCHE

Hier, 30 nouvelles lignes de transport de l'Établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) sont entrées en service à Alger et ses environs.

L'entreprise a indiqué que cette opération s'inscrit dans une dynamique de renforcement du réseau et d'amélioration de la qualité du service public. Elle est présentée comme « la plus importante de l'histoire de l'établissement », selon les termes du document.

Ces nouvelles dessertes couvriront 12 circonscriptions administratives de la wilaya d'Alger, ainsi que deux autres situées hors wilaya, avec pour objectif d'améliorer la connectivité entre quartiers, communes périphériques et pôles urbains.

Parmi les principales lignes introduites figurent, notamment : 1er-Mai – Diar Saâda / Les Anassers, Ferhani – Zeghara,



Ferhani – Jaïs, Raïs Hamidou – Bouzaréah / Sidi El Kebir, Kouba – Bab Ezzouar via Mohammadia, Baba Hassen – Birkhadem via Haouch Youcef, ou encore la liaison Cité AADL 3.746 logements de Douéra – Chevalley. D'autres trajets concernent également El Harrach, Rouiba, Chéraga, Baraki, Bir Mourad Raïs, Staoueli, Zéralda et plusieurs zones résidentielles à forte densité, à l'image des nouvelles cités AADL

et des grands ensembles urbains de la capitale. Le programme inclut aussi des connexions inter-wilayas vers Boumerdès et Blida, renforçant ainsi l'interconnexion régionale. L'ETUSA précise que les horaires d'exploitation seront encadrés, avec un premier départ fixé à 6h00 et une fin de service à 18h30 dans le respect d'une grille horaire stricte.

Au-delà du simple renforcement du réseau, cette expansion traduit une volonté plus large de repenser la mobilité urbaine à Alger dans un contexte de pression démographique et de demande croissante sur les transports publics.

Amira Benhizia

CET DE KSAR EL-BOUKHARI RÉCEPTION D'UNE STATION DE TRAITEMENT DU LIXIVIAT

Une station de traitement du lixiviat transmise au niveau du Centre d'enfouissement technique (CET) de Ksar El-Boukhari, au sud de Médéa, a été reçue récemment, après la fin des essais techniques, a-t-on appris, hier, auprès de la Direction de l'environnement.

L'entrée en exploitation de cette station interviendra prochainement et permettra de contribuer à réduire de manière "significative" l'impact des rejets liquides des déchets ménagers sur le milieu naturel, a-t-on fait savoir.

D'une capacité de 80 mètres cubes/jour, cette station permettra de traiter le liquide résiduel issu de la décomposition des déchets ménagers stockés dans plusieurs décharges contrôlées, situées dans la partie sud de la wilaya, a-t-on expliqué.

Une enveloppe d'un montant de 166 millions de DA a été consacrée à l'acquisition des équipements indispensables au processus de traitement du liquide résiduel, a-t-on noté.

La station assure le traitement du lixiviat collecté par camions hydrocureurs au niveau de nombreuses décharges situées dans les communes voisines, ce qui permettra de limiter la pollution des nappes phréatiques et de préserver le sol, a souligné la même source.

MODERNISATION DU TRANSPORT MARITIME

LE PROGRAMME D'ACTION DE L'EPAL CONNAÎT UNE "IMPORTANTE DYNAMIQUE"

Le programme d'action lancé par l'Entreprise portuaire d'Alger (Epal) afin d'améliorer la qualité des services, en accord avec la stratégie des pouvoirs publics visant à moderniser le secteur du transport maritime, connaît une "importante dynamique", a indiqué samedi dernier le directeur général de l'entreprise, Abdelhamid Boulaam.

Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de recueillement à la mémoire des dockers algériens tombés en martyrs, le 2 mai 1962, dans l'attentat terroriste perpétré par l'Organisation de l'armée secrète (OAS), M. Boulaam a précisé que "le programme d'action ambitieux lancé par l'Epal depuis près d'un an et demi connaît une importante dynamique, en matière de rénovation des infrastructures et de dynamisation du fret".

Dans ce cadre, les travaux d'aménagement des plateformes, des quais, du grand môle et de la zone sud du port se poursuivront dans les prochaines années,



parallèlement au renforcement de la numérisation des activités d'exploitation, depuis l'accostage du navire jusqu'à la livraison de la marchandise au client, a-t-il ajouté.

Il a, en outre, indiqué que l'inauguration des quais 18, 19, 20 et 21, l'année dernière, après leur

réhabilitation, avait permis d'augmenter la capacité de traitement au niveau du port de 1.600 navires en 2024 à plus de 2.000 en 2025, en attendant l'achèvement du quai 17, soulignant que les travaux de réaménagement des plateformes ont été réalisés selon des normes internationales.

Grâce à ces réalisations, le traitement des conteneurs a "considérablement progressé", passant de 700.000 conteneurs traités en 2024 à un (1) million en 2025, a-t-il dit.

Concernant les opérations d'accostage des navires transportant du bétail importé en prévision de l'Aid El-Adha, le DG de l'Epal a précisé que "l'opération se poursuit en toute fluidité" depuis plus d'un mois et demi, au niveau du port d'Alger, en coordination avec les services du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

ALGER 16

N°RC : 16/00-0990467 B 15

Compte bancaire S G A n° 02100017113002183822

Édité par
sarl BMA.com
au capital 100.000 DA

Directrice de Publication
Mohamed Boultane Khadidja

Rédaction

M. B. Khadidja
Yacine O.
G. Salah Eddine
Lamia O.
Amine A.

O. M.

Djafar Chilaab
Chaklat Meriem
Abir Menasria
Amira Benhizia

Siège d'activité - ALGER 16
5, rue Sacré-Cœur, Alger-Centre
Tél. 020 10 23 58

Siège social sarl BMA.com
Agence ANEP
26, rue Mohamed-Layachi, Belouizdad
05 51 39 08 78 / 07 95 66 79 53
email : alger16bma@gmail.com

Pour votre Publicité s'adresser à :

l'Entreprise Nationale
de communication, d'Édition
et de Publicité
Agence ANEP
01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91/
020 05 10 42

Fax : 020 05 11 48/020 05 13 45
020 05 13 77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.nangba@anep.com.dz
agence.ouargha@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression
d'Alger
SIA (Centre)

LE CHEF DE L'ÉTAT, LORS DE L'ENTREVUE PÉRIODIQUE AVEC LES MÉDIAS NATIONAUX

L'ALGÉRIE SUR UNE TRAJECTOIRE DE DÉVELOPPEMENT IRRÉVERSIBLE



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accordé une entrevue périodique aux représentants de la presse nationale, diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et de radio nationales, au cours de laquelle il a abordé un large éventail de questions nationales, régionales et internationales, dressant un état des lieux des priorités du pays et des orientations stratégiques de l'État.

Parmi les séquences marquantes de cet entretien, la visite du pape Léon XIV en Algérie a été présentée comme un succès diplomatique significatif. Le président Tebboune y voit une étape importante dans le renforcement des relations avec le Vatican, mais aussi une confirmation du rôle de l'Algérie comme acteur de dialogue entre les cultures et les religions.

Selon lui, les échanges avec le souverain pontife ont permis de lever certaines incompréhensions tout en posant les bases d'une coopération appelée à s'inscrire dans la durée. Il a également salué la connaissance approfondie qu'a le pape des réalités algériennes, ainsi que son attachement aux principes de coexistence et de respect mutuel.

À travers cette séquence, c'est une image d'ouverture que le chef de l'État a tenu à réaffirmer, rappelant que l'Algérie s'inscrit historiquement dans une tradition de tolérance religieuse et de pluralité culturelle.

Sur le plan régional et international, la situation au Mali a été abordée avec une attention particulière. Exprimant sa préoccupation face à la dégradation du contexte sécuritaire et politique dans ce pays voisin, le président de la République a réaffirmé la position constante de l'Algérie en faveur d'une solution politique inclusive.

Il a insisté sur le fait que le dialogue avec le peuple malien constitue la seule voie viable pour sortir de la crise, tout en rappelant que l'Algérie n'a jamais interposé dans les affaires internes des

États. Concernant les Accords d'Alger, il a tenu à préciser qu'ils relèvent d'une dynamique propre au Mali et ne sauraient être interprétés comme une forme d'ingérence. Le chef de l'État s'est dit confiant dans la capacité des Maliens à surmonter les défis actuels, tout en réaffirmant la disponibilité de l'Algérie à accompagner toute initiative de paix.

Évoquant les relations internationales, le président Tebboune a réaffirmé l'attachement de l'Algérie à une doctrine de non-alignement, reposant sur l'équilibre et le respect mutuel.

Il a souligné la qualité des relations avec les États-Unis, tout en rappelant la fidélité de l'Algérie à ses partenaires traditionnels, notamment la Russie et la Chine. Une constance qui, selon lui, renforce la crédibilité du pays sur la scène internationale.

Dans le domaine énergétique, il a relativisé le retrait des Émirats arabes unis de l'OPEP et de l'OPEP+, qualifié de « non-événement », estimant que le pilier central de l'organisation demeure l'Arabie saoudite. Concernant la question palestinienne, le président de la République a réitéré la position historique de l'Algérie en faveur de la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967. Il a dénoncé les solutions imposées par la force, mettant en garde contre les conséquences d'une paix qu'il a qualifiée de « paix des cimetières », soulignant la nécessité d'une solution juste, durable et conforme au droit international.

BÂTIR LA DÉMOCRATIE SUR LA TRANSPARENCE
Sur le plan interne, la question du

« Appel à une participation accrue des femmes à la vie politique... »

« Renforcement des garanties d'intégrité des scrutins via l'ANIE... »

processus électoral a occupé une place centrale. Le président de la République s'est montré catégorique : aucune ingérence de l'administration dans le déroulement des élections ne sera tolérée.

Il a insisté sur le rôle de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), présentée comme un pilier de la transparence et de la crédibilité du système électoral.

Selon lui, les progrès réalisés ces dernières années ont été significatifs, au point que la notion de fraude électorale tend à disparaître du débat public.

Tout en reconnaissant l'existence de certaines insuffisances, le chef de l'État a affirmé que les réformes se poursuivent, notamment à travers le renforcement du cadre juridique et organisationnel, avec pour objectif de consolider durablement la confiance dans les institutions.

Suite page 4

LE CHEF DE L'ÉTAT, LORS DE L'ENTREVUE PÉRIODIQUE AVEC LES MÉDIAS NATIONAUX



Suite de la page 3

Dans le même ordre d'idées, le chef de l'État a, dès l'ouverture de son intervention, plaidé pour une implication accrue des femmes dans la vie politique nationale, considérant que leur participation constitue un enjeu central dans le processus de consolidation démocratique. Il a tenu à préciser que cet engagement ne saurait être appréhendé sous le seul prisme de la représentation, mais doit avant tout s'appuyer sur la qualité des idées, la capacité d'analyse et l'aptitude à contribuer de manière effective à l'enrichissement du débat public. Dans cette perspective, il a mis en avant la nécessité de dépasser les approches symboliques ou quantitatives, pour privilégier une logique fondée sur la compétence, le mérite et la responsabilité. Il a ainsi appelé à la promotion d'une culture politique plus exigeante, reposant sur la formation, la maîtrise des enjeux nationaux et internationaux, ainsi que sur une participation active aux processus de décision. Sur le front de la lutte contre la corruption, le président Tebboune a adopté un ton à la fois réaliste et ferme. S'il estime que certaines pratiques, notamment la surfacturation, ont été en grande partie éradiquées, il reconnaît l'émergence de nouvelles formes de fraude, telles que la sous-facturation. Ce constat met en lumière une réalité souvent sous-estimée : la capacité d'adaptation des réseaux frauduleux. Face à cela, le chef de l'État appelle à maintenir un niveau élevé de vigilance et à poursuivre les efforts de moralisation de la vie publique et économique.

L'ALGÉRIE N'HYPOTHÈQUERA NI SON INDÉPENDANCE NI SES RICHESSES

Le président de la République a réaffirmé que l'Algérie reste attachée à son indépendance et à la préservation de ses richesses, soulignant que le pays œuvre à résoudre ses problèmes « par lui-même », sans dépendance extérieure. Il a appelé les médias à suivre de près l'évolution du contexte international, tout en mettant en garde contre « les relais de la cinquième colonne » accusés de tenter de semer la division au sein de la société.

« Vigilance renforcée face aux nouvelles formes de fraude économique... »



Le chef de l'État a rappelé son engagement à défendre l'unité nationale et les composantes de l'identité algérienne, tout en réaffirmant que la liberté d'expression est garantie, dans le respect des lois et des valeurs de la société.

UN BILAN ÉCONOMIQUE ENCOURAGEANT

Sur le volet économique, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a dressé un bilan qu'il qualifie d'encourageant, mettant en avant les progrès enregistrés dans la diversification de l'économie nationale, longtemps dépendante des hydrocarbures. Au cœur de cette dynamique, la montée en puissance des exportations hors hydrocarbures est un indicateur clé. Le chef de l'État a souligné que plusieurs filières industrielles affichent désormais des niveaux de compétitivité en nette amélioration, notamment dans les secteurs de l'électroménager, de la sidérurgie et de l'agroalimentaire. Une évolution qui permet progressivement à l'Algérie de se repositionner sur les marchés internationaux. Symbole de cette mutation, certains produits autrefois importés sont désormais fabriqués localement et exportés, à l'image du rond à béton, devenu un marqueur de la transformation industrielle engagée ces dernières années. Le développement de l'industrie automobile a également été mis en avant comme un axe stratégique. Le Président a évoqué les avancées enregistrées grâce à l'implantation de nouvelles unités de production, notamment celles liées à la marque Fiat en Algérie, ainsi que le renforcement progressif d'un tissu de sous-traitance à travers la fabrication locale de pièces détachées. Dans cette dynamique, le rôle du secteur privé a été clairement salué. Pour le président de la République, ce secteur est le moteur essentiel de la relance économique, il est appelé à jouer un rôle

« Liberté d'expression garantie dans le respect des lois et des valeurs nationales... »

l'indépendance économique du pays, en réduisant sa vulnérabilité aux fluctuations des marchés énergétiques.

Dans cette optique, le chef de l'État a insisté sur l'importance des réformes engagées dans le secteur financier, sauvées par plusieurs instances internationales. Il a notamment évoqué la nécessité de moderniser les moyens de paiement, à travers le développement progressif du paiement électronique, considéré comme un levier essentiel de transparence et d'efficacité.

Parallèlement, il a mis en garde contre les dérives de l'économie informelle, pointant du doigt des phénomènes tels que la circulation de fausse monnaie ou la thésaurisation, qui constituent autant d'obstacles à la structuration du système économique.

Enfin, le président Tebboune a souligné que la réussite de cette transition économique repose avant tout sur le capital humain. L'intégration des jeunes diplômés dans le marché du travail et la mobilisation des compétences nationales ont été présentées comme des conditions indispensables pour soutenir la croissance et accompagner les mutations en cours. Il a réaffirmé que la création de richesse en dehors du secteur des hydrocarbures constitue le socle d'un développement durable, appelant à une synergie globale entre institutions, entreprises et talents nationaux.

Au final, ce cap repose sur une équation assez simple sur le papier, beaucoup moins dans la réalité : maintenir la stabilité tout en accélérant la transformation. L'équilibre est fragile, parce qu'il suppose à la fois de garder le contrôle politique, d'améliorer la confiance institutionnelle et de produire rapidement des résultats économiques visibles.

La vraie question n'est donc plus celle des orientations, désormais clairement affichées, mais celle du rythme et de l'efficacité de leur mise en œuvre. Car dans un contexte où les attentes sociales restent élevées, seule une traduction concrète et perceptible de ces ambitions permettra d'inscrire durablement cette trajectoire dans les faits.

G. Salah Eddine

« L'Algérie confirmée comme intermédiaire entre cultures et religions... »

central dans la création de valeur et l'accélération de la transformation industrielle. Parmi les projets d'envergure, le chef de l'État a accordé une attention particulière au projet intégré de phosphate de Bled El Hadba, situé dans l'est du pays. Véritable pilier de la stratégie de valorisation des ressources naturelles, ce projet couvre l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'extraction à la transformation industrielle. L'entrée en service de l'usine de production d'acide phosphorique est attendue entre la fin de l'année 2026 et le début de 2027. À terme, ce complexe devrait générer des dizaines de milliers d'emplois et contribuer significativement à la création de richesses, tout en réduisant la dépendance aux exportations brutes.

DES OBJECTIFS AMBITIEUX À L'HORIZON 2030

Au-delà des réalisations actuelles, le président de la République a fixé des objectifs chiffrés, traduisant une volonté d'accélérer le rythme des réformes. À court terme, l'Algérie ambitionne d'atteindre entre 8 et 9 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures, avec une projection à 30 milliards de dollars à l'horizon 2030. Ces perspectives, selon lui, devraient permettre de renforcer les équilibres financiers de l'État et de consolider



JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

PRUDENCE MÉDIATIQUE : UN IMPÉRATIF DE CRÉDIBILITÉ

En Algérie, la question de la presse et de la liberté d'expression s'inscrit aujourd'hui dans une dynamique de transformation progressive, portée par une volonté politique affirmée et un contexte international en constante évolution. Dans un monde où l'information circule à une vitesse inédite, la responsabilité des médias n'a jamais été aussi déterminante pour les équilibres des sociétés.

Souvent qualifiée de « quatrième pouvoir », la presse joue un rôle central dans la formation de l'opinion publique et dans l'accompagnement des grandes orientations nationales. Cette influence confère aux médias une responsabilité particulière, d'autant plus importante à l'heure où les conflits contemporains ont démontré le poids stratégique de l'information. Lors de plusieurs crises internationales récentes, l'usage des médias comme outil d'influence a mis en lumière les risques liés à la désinformation, à la manipulation et à la diffusion de récits biaisés. Dans ce contexte global, marqué également par la montée de courants populistes et d'extrême droite dans différentes régions du monde, les médias ont parfois été instrumentalisés pour amplifier les divisions, attiser les tensions ou orienter les perceptions collectives. Ces dérives rappellent une réalité essentielle : la liberté de la presse ne peut être pleinement effective sans un socle solide d'éthique, de rigueur et de prudence dans le traitement de l'information. C'est dans cette optique que l'Algérie s'emploie à consolider son paysage médiatique, en recherchant un équilibre entre ouverture, professionnalisme et



PHOTO : ALGER16/ARCHIVES

responsabilité. Depuis son accession à la magistrature suprême en 2019, le président Abdelmadjid Tebboune a placé la réforme du secteur de l'information parmi les axes importants du nouveau institutionnel. À travers plusieurs initiatives, les autorités ont engagé un processus visant à moderniser le cadre juridique de la presse et à adapter celui-ci aux mutations numériques. L'émergence et la structuration des médias électroniques, désormais mieux encadrés, illustrent cette volonté d'accompagner les évolutions technologiques tout en préservant les

principes fondamentaux du métier de journaliste. Les nouvelles dispositions législatives ambitionnent ainsi de garantir la liberté d'expression tout en renforçant les mécanismes de régulation face aux défis posés par les fake news et les campagnes de désinformation. Au-delà des réformes juridiques, des efforts ont été entrepris pour améliorer les conditions d'exercice des professionnels des médias. La reconnaissance du rôle stratégique de la presse s'accompagne d'une attention particulière portée à la stabilité du secteur, avec l'objectif de permettre aux

journalistes d'accomplir leur mission dans un cadre sécurisé et structuré. Dans ses différentes interventions, le chef de l'État n'a cessé de souligner l'importance d'une presse libre et responsable, considérée comme un partenaire essentiel dans la construction d'une Algérie moderne et transparente. Cette vision s'inscrit dans une approche globale visant à renforcer la gouvernance, consolider les institutions et promouvoir une information crédible au service du citoyen.

Cependant, cette liberté s'accompagne d'un impératif fondamental : celui de la prudence. Dans un environnement médiatique mondialisé, où chaque information peut avoir des répercussions immédiates, la vérification des sources, la contextualisation des faits et le rejet du sensationnalisme apparaissent comme des exigences incontournables. La crédibilité de la presse repose désormais autant sur sa liberté que sur sa capacité à se prémunir contre les dérives informationnelles.

L'Algérie semble ainsi s'inscrire dans une trajectoire visant à bâtir un modèle médiatique équilibré, où pluralisme et responsabilité coexistent. Si des défis subsistent, notamment en matière d'adaptation aux standards internationaux et d'indépendance économique des médias, les avancées engagées traduisent une volonté claire de consolider les acquis et de renforcer le rôle de la presse dans le développement national. Dans cette perspective, la presse algérienne est appelée à jouer pleinement son rôle de quatrième pouvoir, non seulement comme vecteur d'information, mais aussi comme acteur de stabilité, de cohésion et de vigilance face aux enjeux contemporains. Une mission exigeante, à la hauteur des ambitions d'un pays résolument tourné vers l'avenir. **Alger 16**

MÉDIAS SOUS INFLUENCE : LE CAS DE LA FRANCE

Depuis 2001, le droit d'accès à l'information recule progressivement, y compris dans certaines démocraties établies, sous l'effet d'un cadre législatif de plus en plus contraignant. Le Classement mondial de la liberté de la presse 2026 de Reporters sans frontières confirme d'ailleurs un net recul de cet indicateur cette année.

Dans un contexte où les atteintes à l'accès à l'information se diversifient et se complexifient, le silence revient à cautionner le statu quo. RSF souligne ainsi l'urgence de mettre fin à la criminalisation du travail journalistique, qu'elle passe par l'usage détourné des lois sur la sécurité nationale, des poursuites abusives ou le harcèlement des journalistes d'investigation. À l'échelle mondiale, la liberté de la presse se heurte aussi à une autre réalité : la fragilité de son indépendance économique. Dans plusieurs démocraties occidentales, l'influence croissante de groupes financiers et d'intérêts privés sur les lignes éditoriales alimente des inquiétudes grandissantes sur l'autonomie réelle des médias.

En France, le débat sur le financement et l'indépendance des médias publics a refait surface, cette question sensible se retrouvant au cœur des débats parlementaires. L'élément déclencheur a été un rapport controversé du député Charles Alloncle, qui a soulevé des questions fondamentales sur l'impartialité de l'audiovisuel public et son rôle dans la vie

démocratique. Dans ce même pays, une large part des médias est désormais détenue ou financée par de puissants industriels et investisseurs. Des personnalités comme Vincent Bolloré et Bernard Arnault sont régulièrement citées dans les débats sur les monopoles médiatiques et leurs conséquences. Si ces investissements contribuent au financement et à la pérennité de nombreuses publications, ils soulèvent également des interrogations quant à la véritable indépendance des rédactions. Entre positions réservées et soutien conditionnel, d'une part, et critiques acerbes de divers courants politiques, d'autre part, diverses sources fiables révèlent l'ampleur des désaccords concernant l'avenir des médias publics en France, à un moment politique caractérisé par une sensibilité accrue aux questions de transparence et de pluralisme des médias.

Dans ce sillage, certains observateurs parlent de « liberté sous influence », où les choix éditoriaux peuvent être guidés, directement ou indirectement, par des intérêts économiques, politiques ou idéologiques. Cette situation alimente le scepticisme d'une partie du public, qui s'interroge sur la capacité des médias à traiter l'information en toute impartialité. Toutefois, il convient de nuancer cette explication. Le panorama médiatique français conserve sa diversité, intégrant un grand nombre d'acteurs, de points de vue et de lignes éditoriales. Un certain nombre de

journalistes se battent pour leur autonomie professionnelle, malgré les obstacles économiques que rencontre l'industrie.

Ce débat met en lumière un aspect plus vaste : l'indépendance de la presse ne se limite pas à l'absence de contrôle gouvernemental, mais s'appuie aussi sur des conditions économiques équilibrées permettant aux médias d'accomplir leur rôle sans influence indésirable, qu'elle soit d'origine politique ou financière.

À cet égard, la question de la souveraineté informationnelle et de la régulation du secteur des médias apparaît comme un enjeu stratégique pour les États. Trouver un équilibre entre financement, pluralisme et indépendance éditoriale est un défi majeur, au cœur des transformations actuelles du monde de l'information.

Alors que les mécanismes de protection demeurent extrêmement fragiles, le droit international s'érode de plus en plus et l'impunité s'aggrave à tel point qu'il est devenu indispensable d'établir des garanties fermes et d'imposer des sanctions efficaces.

Il convient de réaffirmer et de souligner que la responsabilité incombe désormais aux États démocratiques et à leurs peuples, car eux seuls sont tenus de s'opposer à ceux qui tentent d'imposer le silence. La contagion de la tyrannie n'est pas une fatalité inéluctable. **Abir Menasria**



JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

AMMAR CHERITI. PRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL DES JOURNALISTES ALGÉRIENS (CNJA), À ALGER16 :

«LE CITOYEN ALGÉRIEN A GAGNÉ EN MATURITÉ INFORMATIONNELLE»

Dans un contexte où l'information circule à une vitesse fulgurante et où les médias algériens cherchent à consolider leur rôle entre modernisation, crédibilité et responsabilité sociale, la presse demeure un espace en pleine recomposition.

À l'occasion de la Journée internationale de la presse, Alger16 a eu le plaisir d'échanger avec Ammar Cheriti, journaliste algérien chevronné, rédacteur en chef de la plateforme multimédia de Radio Algérie et président du Conseil national des journalistes algériens (CNJA). Dans cet entretien, il revient sans détour sur les grands défis de la profession, les mutations en cours et les perspectives d'un métier en pleine redéfinition.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
G. SALAH EDDINE

Alger16 : *Comment évaluez-vous l'évolution de la presse algérienne ces dernières années, notamment sous la présidence de M. Abdelmadjid Tebboune ?*

Ammar Cheriti : On peut affirmer que la presse algérienne a connu, ces dernières années, une véritable phase de repositionnement, tant sur le plan organisationnel que sur celui de la vision stratégique. Sous la présidence de M. Abdelmadjid Tebboune, une volonté claire s'est dessinée : celle de réhabiliter le rôle des médias nationaux en tant que partenaires essentiels dans la construction de « l'Algérie nouvelle », tout en consacrant constitutionnellement la protection du journaliste en tant qu'acteur central de la production de l'information. On observe aujourd'hui une conscience plus affirmée de l'importance d'une liberté d'expression responsable, ainsi que du rôle d'un journalisme professionnel capable d'accompagner les grandes réformes économiques et sociales. L'Algérie s'oriente ainsi vers un paysage médiatique plus mature, conciliant liberté éditoriale et rigueur professionnelle, un équilibre exigeant que seules les nations confiantes dans la solidité de leurs institutions parviennent à maintenir.

La numérisation des médias progresse. Comment jugez-vous cette transformation aujourd'hui ?



La transition numérique n'est plus une option, mais une nécessité structurelle. Les médias algériens ont progressivement intégré cette réalité, passant d'un modèle classique à une logique de plateforme multimédia intégrée, où texte, image, vidéo, podcast et diffusion en direct coexistent dans un même écosystème. Les avancées sont réelles, mais l'enjeu se situe désormais ailleurs : investir dans la donnée, l'intelligence artificielle, les rédactions intelligentes et la formation de journalistes polyvalents. La prochaine étape ne sera pas réservée à ceux qui possèdent les outils, mais à ceux qui disposent d'une vision claire et d'une capacité d'adaptation rapide.

Plusieurs nouveaux médias ont émergé ces dernières années. Qu'est-ce qui explique cette dynamique ?

Trois facteurs principaux peuvent être identifiés :
Premièrement, une ouverture institutionnelle qui a encouragé les initiatives médiatiques.
Deuxièmement, la baisse significative des barrières d'entrée grâce aux technologies numériques.
Troisièmement, un public algérien devenu plus exigeant, en quête d'une information rapide, précise et spécialisée. À cela s'ajoute un climat général favorable à l'initiative et à l'investissement, renforcé sous la présidence de M. Abdelmadjid Tebboune, qui a également impacté le secteur des médias en tant que composante de l'économie nationale émergente.

On observe un recentrage sur

l'information et l'analyse au détriment du divertissement. Comment expliquer cette évolution ?

Le citoyen algérien a gagné en maturité informationnelle. Il ne se contente plus de consommer du contenu : il cherche à comprendre, analyser et décrypter les réalités économiques, politiques et sociales. Cette évolution est également liée à la nature même de la période que traverse l'Algérie, marquée par de grands projets structurants et des mutations profondes. Dans ce contexte, la demande en contenus analytiques et explicatifs s'impose naturellement.

Comment améliorer la diversité et la valeur ajoutée des contenus médiatiques ?

La reproduction des mêmes informations par l'ensemble des médias est une limite réelle et elle renvoie à une question centrale : quel est aujourd'hui le rôle d'un média, au-delà du simple relais d'actualité ? L'enjeu n'est plus uniquement de diffuser vite, mais surtout d'apporter une valeur ajoutée. C'est là que se joue la différence entre un média qui subit l'information et un média qui la construit. Dans cette logique, plusieurs pistes concrètes s'imposent pour sortir de cette logique de répétition. D'abord, développer davantage la presse spécialisée, que ce soit en économie, énergie, santé ou technologie, afin de traiter les sujets en profondeur. Ensuite, renforcer le travail de terrain, parce que rien ne remplace l'enquête directe et le contact avec la réalité. À cela s'ajoute la nécessité de valoriser les enquêtes et les récits humains, mais aussi d'intégrer plus sérieusement le data-journalisme et les formats explicatifs, qui permettent de rendre l'information plus lisible et plus utile. Enfin, il devient essentiel que chaque média construise sa propre identité éditoriale, au lieu de se fondre dans une production uniforme. Les médias qui survivront et qui compteront demain sont ceux qui auront compris qu'un bon contenu ne se mesure plus à sa vitesse de diffusion, mais à sa capacité à éclairer, analyser et proposer un regard singulier.

Comment répondre aux campagnes médiatiques étrangères visant l'Algérie ?

La meilleure réponse reste la rigueur

professionnelle. Il ne s'agit pas de réagir émotionnellement, mais de produire une information fiable, rapide, documentée et multilingue. Un appareil médiatique solide, soutenu par des journalistes compétents et une narration nationale cohérente, permet de rendre la parole algérienne audible et crédible à l'échelle internationale. L'enjeu est de transformer les atouts politiques, économiques et diplomatiques du pays en une véritable stratégie de communication maîtrisée.

Quel rôle pour le Conseil national des journalistes ?

Le Conseil national des journalistes doit s'imposer comme une institution de référence, à la fois fédératrice et régulatrice. Son rôle ne peut pas se limiter à une fonction symbolique : il doit structurer la profession, accompagner ses mutations et en garantir les standards. Cela passe d'abord par l'élaboration de chartes éthiques modernes, claires et réellement applicables, mais aussi par un travail de médiation dans les conflits professionnels afin de préserver l'équilibre du secteur. Dans le même esprit, ses missions doivent s'étendre à la formation continue des journalistes, devenue indispensable face aux transformations rapides du métier, ainsi qu'à la protection de la profession contre les dérives, les intrusions et les pratiques non professionnelles. Il doit également contribuer à valoriser le métier dans la société, en renforçant son image et sa crédibilité. Au fond, la construction d'une institution professionnelle solide ne repose ni sur l'urgence ni sur la réaction, mais sur la durée, la discipline et une vision claire, loin de toute logique conjoncturelle.

Le journalisme est-il encore une profession d'avenir en Algérie ?

Plus que jamais. Mais il s'agit d'un avenir en transformation.

Le journaliste purement descriptif verra son rôle s'effacer progressivement. En revanche, celui qui analyse, vérifie, contextualise et utilise les outils technologiques deviendra un acteur central de la société de l'information. Dans un pays jeune, en mutation et engagé dans de profondes transformations, la demande en information de qualité ne fera que croître. La presse reste ainsi une profession d'avenir, à condition d'être exercée avec rigueur, intelligence et responsabilité.

G. S. E.

La presse, conscience vivante des sociétés

À l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée chaque 3 mai, le regard se tourne vers ce pilier discret mais essentiel qui façonne la compréhension du monde : le journalisme. La presse ne se résume ni à des lignes imprimées, ni à des ondes qui circulent, ni à des images qui défilent. Elle est davantage qu'un simple vecteur d'information. Elle est une quête permanente : celle de la vérité, parfois fragile, souvent contestée, toujours nécessaire. Elle porte en elle une exigence silencieuse mais intrinsèque — informer avec rigueur, éclairer sans détour et refuser l'obscurité du mensonge. Surnommée le « quatrième pouvoir », elle s'impose comme l'un des équilibres invisibles des sociétés modernes. Par son travail d'enquête et de mise en

perspective, elle interroge les décisions, dérange parfois les certitudes et, surtout, redonne une voix à ceux que l'on n'entend pas. Elle n'observe pas le monde de loin : elle le traverse, elle l'expose, elle le questionne. Et dans ce mouvement, elle contribue à façonner une citoyenneté plus lucide, plus consciente, parfois même plus exigeante.

Mais ce rôle s'exerce aujourd'hui dans un paysage bousculé. Entre la vitesse des réseaux, la prolifération des fausses informations et les pressions multiples, le journalisme avance sur une ligne fine. Il doit aller vite sans se tromper, dire vrai sans trembler, résister sans se briser. Plus qu'un métier, il devient une endurance morale. C'est dans ce contexte que certaines initiatives viennent rappeler la valeur de cette mission. En

Algérie, par exemple, des actions de reconnaissance ont été organisées pour saluer l'engagement des professionnels de l'information. Des gestes symboliques, mais nécessaires, qui rappellent que derrière chaque article, chaque reportage, il y a une vigilance, un effort, parfois un risque. Car la presse ne vit pas seulement de reconnaissance. Elle vit d'exigence. Et surtout de responsabilité. En cette journée dédiée à sa liberté, une évidence s'impose : sans presse libre, la parole se fragilise, la vérité se trouble et le débat public perd son souffle. Et malgré les turbulences, elle continue d'avancer — parce qu'elle n'a jamais été un luxe, mais une nécessité.

A. B.

BATIMATEC 2026

ACCÉLÉRATION DE LA CADENCE DANS LE BTP ET LE LOGEMENT

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a procédé hier à l'ouverture officielle de la 28e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec 2026), organisée au Palais des expositions d'Alger. Un événement devenu, au fil des années, une véritable vitrine stratégique du secteur du BTP en Algérie.

Organisée du 3 au 7 mai par la société Algérie Exhibitions, filiale du groupe SAFEX, en collaboration avec Batimatec Expo, cette édition s'inscrit dans une dynamique économique ambitieuse. Le salon réunit cette année un large éventail d'acteurs nationaux et internationaux, confirmant son statut de plateforme incontournable d'échanges, d'innovation et de partenariat dans les métiers du bâtiment et des travaux publics.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence d'un parterre de personnalités de haut niveau, traduisant l'importance accordée à ce rendez-vous. Étaient notamment présents, le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Mohamed Boukhar, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAP), Omar Rekkache, le ministre et wali de la wilaya d'Alger, Mohamed Abdenour Rabei, ainsi que plusieurs représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie. Une présence qui illustre l'intérêt croissant pour un secteur considéré comme l'un des moteurs de la diversification économique nationale.

Cette 28e édition se distingue également par une participation élargie. Des entreprises publiques et privées algériennes côtoient des exposants étrangers venus d'une quinzaine de pays, dont la Chine, la Turquie, l'Italie, l'Espagne et le Portugal. À cela s'ajoute la présence remarquée de 40 start-up nationales, actives dans des segments innovants liés à la construction, aux matériaux



et aux solutions techniques modernes. Une configuration qui reflète une mutation progressive du secteur vers davantage d'innovation et de compétitivité.

Au-delà de l'exposition, Batimatec 2026 se veut aussi un espace de réflexion et d'anticipation. Un programme riche de conférences est prévu tout au long de l'événement, animé par des experts, des universitaires et des cadres du ministère. Les thématiques abordées couvrent des enjeux majeurs : innovation dans le BTP, émergence des start-up, transition écologique du secteur, réduction des émissions

carbone dans les matériaux de construction, financement des projets innovants et intégration des nouvelles technologies dans les modèles de construction durable.

Dans cette même dynamique, la troisième édition du concours INNOV BAT sera organisée en marge du salon. Cette initiative vise à stimuler la créativité dans les techniques de construction, encourager des solutions adaptées aux spécificités géographiques du pays et mettre en lumière les compétences nationales. Une démarche qui confirme la volonté de faire émerger une nouvelle génération d'acteurs capables de

répondre aux défis techniques et environnementaux du secteur.

À travers Batimatec 2026 et l'avancement du programme AADL 3, c'est une même dynamique qui se dessine : celle d'un secteur du bâtiment en pleine mutation, porté à la fois par la modernisation des outils, l'accélération des grands projets structurants et une ouverture croissante à l'innovation et aux standards internationaux. Une évolution qui dépasse le simple cadre des chantiers pour dessiner les contours d'un modèle économique en transformation.

G. Salah Eddine

AADL3 : LA DATE DE LIVRAISON DES PREMIERS LOGEMENTS RÉVÉLÉE

Par ailleurs, et dans une déclaration faite en marge de l'événement, le ministre de l'Habitat a apporté des précisions importantes sur le programme de logement AADL 3, l'un des dispositifs les plus attendus par les citoyens. Ce programme, qui concerne plus d'un million de souscripteurs, enregistre déjà une avancée significative dans sa phase de mise en œuvre.

Selon M. Belaribi, près de 950.000 souscripteurs se sont déjà acquittés de la première tranche, exclusivement via des plateformes électroniques, confirmant ainsi la généralisation progressive de la digitalisation dans la gestion du logement. Le ministre a également indiqué que le lancement de la réalisation d'environ 130.000 logements AADL 3 a été

engagé, soulignant que l'opération de paiement se déroule dans de « bonnes conditions » et conformément au calendrier établi.

Dans cette dynamique, il a précisé que les premiers livraisons de logements pourraient intervenir avant la fin de l'année en cours dans certaines wilayas, une étape symbolique qui viendrait concrétiser les premiers résultats visibles du programme sur le terrain.

Pour rappel, la première tranche a été fixée à 343.000 dinars pour les logements de type F3 et à 431.500 dinars pour les F4, payable en deux versements, dans le cadre d'un mécanisme progressif destiné à faciliter l'accès au logement pour les ménages concernés.

G. S. E.

PÉTROLE : L'OPEP+ VALIDE UNE HAUSSE DE PRODUCTION

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a pris part hier par visioconférence, à la réunion de coordination de plusieurs pays membres de l'OPEP+ engagés dans des ajustements volontaires de production. Cette rencontre a réuni l'Algérie aux côtés de l'Arabie saoudite, de l'Irak, du Kazakhstan, du Koweït, d'Oman et de la Russie.

Au cœur des discussions : l'évolution du marché pétrolier international et les perspectives à court terme. Les ministres ont relevé des signaux encourageants de reprise

dans un contexte économique mondial marqué par un retour progressif à la stabilité. La demande en pétrole devrait ainsi se renforcer dans les semaines à venir, après un ralentissement récent en partie lié à des facteurs saisonniers.

Dans ce contexte, les pays participants ont convenu d'une augmentation collective de la production de 188.000 barils par jour pour le mois de juin. Une décision qui vise à accompagner la reprise attendue de la demande tout en préservant l'équilibre du marché mondial.

Pour l'Algérie, cette mesure se traduira par une hausse de 6.000 barils par jour sur la même période. Une progression mesurée, inscrite dans une démarche coordonnée entre les pays producteurs afin d'éviter toute volatilité excessive des prix.

Les participants ont, enfin, réaffirmé leur engagement à maintenir une concertation étroite et continue, en privilégiant une approche responsable et anticipative pour soutenir la stabilité et le développement positif du marché pétrolier international.

INDUSTRIE ET LOGISTIQUE FERROVIAIRE UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE POUR RENFORCER LE TRANSPORT DU PHOSPHATE PAR RAIL

Un accord de collaboration a été signé jeudi à Alger entre la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) et l'Entreprise nationale de construction de matériels et d'équipements ferroviaires (FERROVIAL), portant sur la fourniture de 800 wagons-remorques destinés au transport du phosphate sous différentes formes via la ligne minière Est, selon un communiqué de la SNTF.

Cette convention s'inscrit dans le cadre du projet d'exploitation de la ligne minière orientale, reliant Djebel Onk, Bled El-Hadba et Tébessa jusqu'à Annaba. Elle vise à renforcer les capacités logistiques du transport ferroviaire, notamment pour les matières premières minières. L'objectif est d'assurer la mise en circulation de 800 wagons spécialisés, permettant le transport d'environ 13,6 millions de tonnes de phosphate par an sur cet axe stratégique. La première livraison est attendue à



partir de juillet prochain, avec un déploiement progressif jusqu'à la mise en service complète de la flotte et l'entrée en exploitation de la ligne d'ici fin 2027.

Cet accord s'inscrit dans une dynamique nationale visant à renforcer l'intégration entre le secteur des transports ferroviaires et l'industrie locale, contribuant ainsi à la consolidation de la production nationale et à la valorisation des capacités industrielles du pays. La

cérémonie de signature s'est tenue au siège de la direction générale de la SNTF, sous la supervision de son directeur général, Adj Bouaouani, et du directeur général de FERROVIAL, Mounir Abbès, en présence du représentant du ministère de l'Industrie chargé du secteur public marchand, Mohamed Mekkati, ainsi que de plusieurs cadres des deux entreprises.

Abir Menasria

MOBILISATION DE MOYENS «INÉDITS» POUR LE SUCCÈS DE LA SAISON MOISSON-BATTAGE 2026

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a annoncé la mobilisation de moyens "inédits" à travers les différentes wilayas du pays pour assurer le succès de la saison moisson-battage 2026, et ce en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la production nationale et à réaliser la sécurité alimentaire. Les préparatifs de la saison ont débuté dans les wilayas du Sud, dans le cadre d'une approche tendant à améliorer le rendement de la récolte, à réduire les pertes et à organiser les opérations de transport et de stockage, précise le communiqué. A cet égard, la société "Agrodrive" spécialisée dans la mécanisation agricole a été créée, avec la mobilisation de plus de 1.100 moissonneuses-batteuses à travers l'ensemble du territoire national, dont 330 machines appartenant à la même société. Il s'agit, également, de la réquisition de plus de 1.200 camions pour le transport du blé, et de la mise à disposition de 307 centres de proximité pour le stockage des céréales, afin de garantir une prise en charge optimale de la récolte tout au long de l'opération. Pour assurer des ressources humaines qualifiées, le ministère a fait état de la formation de plus de 900 conducteurs de moissonneuses-batteuses, en coordination avec le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Dans ce cadre, le ministère a souligné que ces mesures s'inscrivent parmi les efforts consentis en vue d'accroître le rendement du secteur agricole et de mieux organiser les filières stratégiques, à même de contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire nationale et à la réalisation de l'autosuffisance céréalière. **APS**

CENTRES HYDRAULIQUES ACCÉLÈRE LA CADENCE POUR GARANTIR L'EAU AUX CITOYENS

Le ministre de l'Hydraulique, M. Lounès Bouzegza a effectué samedi dernier une visite inopinée de plusieurs infrastructures et centres hydrauliques à Alger, afin d'évaluer leur fonctionnement ainsi que la qualité des services d'alimentation en eau potable (AEP) et d'assainissement, a indiqué un communiqué. Au niveau de la Direction centrale des grands travaux à Ain Naâdja, le ministre a insisté sur la l'importance de mobiliser l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires, notamment les pièces de rechange, afin de prévenir toute panne susceptible d'affecter les systèmes de pompage. L'objectif affiché est de garantir la continuité du service public et la stabilité de l'approvisionnement en eau au profit des citoyens. Il a également souligné l'importance d'une intervention rapide en cas de dysfonctionnement, afin d'assurer la continuité et la fiabilité des installations hydrauliques. Au niveau de la grande station de pompage du Gué de Constantine, qui alimente une part importante de la population de la capitale, le ministre s'est enquis de la situation opérationnelle, notamment à la suite des dernières opérations de maintenance. Il a insisté sur la nécessité d'instaurer un programme d'entretien régulier et structuré pour l'ensemble des installations, afin d'en améliorer la performance et l'efficacité.

Dans une démarche visant à moderniser le service public, M. Bouzegza a également visité l'agence commerciale d'Ain Naâdja, où il s'est informé des différentes modalités de paiement des factures, qu'il s'agisse du règlement direct ou des solutions numériques mises à la disposition des usagers. Cette orientation s'inscrit, selon le communiqué, dans la dynamique nationale de simplification des procédures et de digitalisation du service public de l'eau, conformément aux directives des pouvoirs publics. La tournée ministérielle s'est achevée à la station d'épuration des eaux usées de Baraki, où il a inspecté le fonctionnement de l'installation ainsi que son système de télécontrôle. Il a suivi les différentes étapes du traitement, de la réception des eaux usées jusqu'à leur purification avancée par rayons ultraviolets (UV). Dans ce cadre, le ministre a insisté sur la nécessité de développer davantage la valorisation des eaux épurées, notamment dans les secteurs agricole, industriel et urbain, à travers l'irrigation des espaces verts ou le nettoyage des espaces publics, afin de préserver les ressources en eau potable, conformément à la stratégie nationale de gestion durable de l'eau. Cette visite s'inscrit ainsi dans une logique de contrôle de terrain et de renforcement de la performance des infrastructures hydrauliques, dans un contexte où la sécurisation de la ressource en eau devient un enjeu stratégique majeur pour les années à venir.

Amira Benhizia



LA MINISTRE DE LA CULTURE ET DES ARTS REÇOIT SON HOMOLOGUE TUNISIENNE

RENFORCEMENT DES ÉCHANGES ARTISTIQUES ENTRE LES DEUX PAYS

La ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, a reçu, au siège du ministère, son homologue tunisienne, Mme Amina Srarfi, en visite officielle en Algérie dans le cadre de sa participation aux Rencontres afro-méditerranéennes de la pensée, a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre a été "l'occasion de rappeler la profondeur des liens fraternels et historiques unissant les deux pays et de souligner la nécessité de hisser la coopération culturelle à des niveaux reflétant les ambitions des deux peuples frères", précise le communiqué. La séance de travail entre les deux parties a porté sur "les voies de renforcement des échanges artistiques et d'activation des mécanismes d'action commune". A cet effet, "il a été convenu d'un projet pionnier consistant en la création d'un orchestre féminin algéro-tunisien en tant que vitrine



artistique et civilisationnelle mettant en lumière le grand patrimoine musical des deux pays dans les événements internationaux, tout en incarnant l'esprit d'unité et de créativité féminine dans la région", ajoute le communiqué. Partant de la volonté commune de

développer les industries culturelles, les deux ministres ont examiné les perspectives de coopération dans le domaine de la production et de la distribution cinématographique, à travers "la mise en place de stratégies visant à faciliter les opérations de coproduction et

l'ouverture des marchés de distribution aux films algériens et tunisiens, au service de la diffusion et de la compétitivité de la création cinématographique locale", tout en insistant sur "l'importance de l'échange d'expertises techniques et artistiques entre les professionnels du secteur dans les deux pays". Les deux ministres ont également convenu de "lancer un programme intégré pour l'ouverture de résidences artistiques réciproques, qui offriront aux artistes des deux pays des opportunités d'échange, de recherche et de créativité dans un environnement stimulant, contribuant ainsi à enrichir la scène culturelle", et ce, conformément à "la volonté des deux pays frères de bâtir un espace cognitif et civilisationnel intégré renforçant leurs liens fraternels ancrés".

APS

ATH YENNI (TIZI-OUZOU)

UNE STÈLE POUR CÉLÉBRER L'HÉRITAGE MUSICAL D'IDIR



Samedi dernier, à Ath Lahcène, son village natal, situé dans la commune d'Ath Yenni (wilaya de Tizi-Ouzou), une stèle commémorative a été inaugurée en hommage à Idir, figure majeure de la chanson algérienne, à l'occasion du sixième anniversaire de sa disparition.

La cérémonie s'est tenue sur la place du village dans une atmosphère empreinte d'émotion et de recueillement. Elle a réuni habitants, autorités locales, élus,

ainsi que plusieurs personnalités venues saluer la mémoire de l'artiste, symbole intemporel de la culture algérienne.

Né en 1949, à Ath Lahcène, Hamid Cheriet, connu sous le nom d'Idir, demeure l'une des voix les plus influentes de la scène musicale algérienne et amazighe. Décédé le 2 mai 2020, il laisse derrière lui un héritage artistique profondément ancré dans la mémoire collective, porté par des œuvres qui continuent de traverser les générations.

Diplômé en ingénierie géologique, il débute sa carrière musicale en 1976 avec le titre emblématique *A Vava Inouva*, qui connaît un retentissement international exceptionnel, traduit en une vingtaine de langues et diffusé dans plus de 70 pays. Cette chanson marque un tournant majeur, propulsant la culture amazighe sur la scène mondiale. Au fil de plus de quarante ans de carrière, Idir a construit une œuvre riche et cohérente, mêlant traditions orales, poésie populaire et arrangements modernes. De « Les chasseurs de lumière » à « Identités », en passant par « Deux rives, un rêve » ou encore « Ici et ailleurs », chaque album illustre une recherche constante d'équilibre entre enracinement et ouverture. Artiste profondément attaché à ses origines mais résolument tourné vers le monde, il a su faire dialoguer les cultures et inspirer de nombreux artistes internationaux, parmi lesquels Khaled, Manu Chao, Francis Cabrel, Maxime Le Forestier ou encore Charles Aznavour. Après une longue absence de la scène nationale, il avait retrouvé son public en 2018 lors de deux concerts à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf à Alger, à l'occasion de Yennayer, événement marquant un retour salué avec émotion. Plus qu'une stèle, c'est une présence qui demeure. Idir ne repose pas seulement dans la mémoire d'un village, mais dans celle d'un pays entier qui continue de chanter ce qu'il a su faire entendre au monde : une identité qui ne s'efface pas.

Amira Benhizia





ALGER16,
le quotidien
du **Grand Public**



TOUJOURS PRÉSENT POUR VOUS

FIN DE PARTIE POUR SAMSUNG MESSAGES



Samsung annonce la fin de son application de messagerie maison, Samsung Messages. Le géant sud-coréen conseille à ses utilisateurs de passer à une appli concurrente.

Quand on s'offre un smartphone Samsung, on peut bénéficier de nombreuses applications maison préinstallées, comme le navigateur web Samsung Browser. Une des applications phares dans le domaine a été Samsung Messages, application dont pourtant le géant sud-coréen semblait s'éloigner de plus en plus. Et aujourd'hui, c'est le dernier clou dans le cercueil qui vient d'être planté.

FIN DES MESSAGES SUR SAMSUNG MESSAGES À PARTIR DE JUILLET 2026

Samsung Messages, c'est fini, comme on peut le lire dans une « annonce de fin de service » publié sur le site web du groupe. « L'application Samsung Messages sera supprimée en juillet 2026 » a-t-il ainsi été indiqué. Cette annonce n'a en soi rien d'un choc, tant Samsung prépare depuis quelques années la fin de cette application de messagerie. Elle n'était ainsi plus pré-enregistrée sur ses smartphones haut de gamme depuis les Galaxy Z Fold 6 et Flip 6 et les Galaxy S25. Pour les Galaxy S26, le changement est encore plus radical, car il n'est même plus possible de la télécharger depuis le Galaxy Store.

SAMSUNG ENCOURAGE SES UTILISATEURS À PASSER SUR GOOGLE MESSAGE

Mais le groupe ne laisse pas ses utilisateurs le bec dans l'eau. « Passez dès aujourd'hui à Google Messages comme application de messagerie par défaut afin de continuer à bénéficier d'une expérience de messagerie fluide sur Android » a-t-il ainsi été conseillé dans la même annonce. À noter qu'après la date fatidique, il sera impossible d'envoyer des messages à travers Samsung Messages, sauf pour ceux en direction des numéros d'urgence. L'application ne pourra plus non plus être téléchargée. Cette décision s'applique pour le moment aux smartphones tournant avec la version Android 12 et ultérieures. Pour les appareils fonctionnant avec Android 11, ou une version plus ancienne, Samsung Messages restera pour le moment accessible.

IPHONE 18 PRO

LE NOIR POURRAIT DISPARAÎTRE

D'après certaines sources fiables, Apple prévoirait d'exclure une couleur de la gamme iPhone 18 Pro pour la deuxième année consécutive, privilégiant potentiellement de nouvelles options comme le rouge profond.

Selon des informations récemment partagées par l'informateur connu sous le pseudonyme "Instant Digital" sur le réseau social chinois Weibo, Apple n'aurait pas l'intention de réintégrer le coloris noir à la gamme de l'iPhone 18 Pro. Si cette prédiction se confirme, il s'agirait de la deuxième année consécutive que la marque à la pomme écarte cette option de couleur de son modèle haut de gamme, après une absence remarquée sur l'iPhone 17 Pro. L'informateur à l'origine de cette annonce bénéficie d'une certaine crédibilité dans le secteur. Par le passé, il avait anticipé avec exactitude le lancement de l'iPhone 14 jaune ainsi que

l'arrivée du verre dépoli sur les iPhone 15 et 15 Plus. Pour l'heure, Apple n'a pas souhaité commenter ces affirmations.

UNE RUPTURE AVEC UNE TRADITION HISTORIQUE

L'absence de noir marque un tournant dans l'esthétique de la gamme Pro. Depuis le lancement du premier iPhone en 2007, une variante sombre (déclinée sous des appellations telles que Gris sidéral, Graphite ou Noir Titane) a toujours figuré au catalogue, à l'exception de la génération actuelle. En contrepartie, Apple semble explorer de nouvelles directions visuelles. Des rapports récents, notamment de Mark Gurman chez

Bloomberg, indiquent que le succès du coloris orange sur l'iPhone 17 Pro pourrait pousser l'entreprise à tester une version "rouge profond" pour l'iPhone 18 Pro.

PLUS QUE DE SIMPLS CHANGEMENTS ESTHÉTIQUES

Au-delà de l'aspect extérieur, les rumeurs entourant l'iPhone 18 Pro font état de plusieurs évolutions techniques. Les fuites évoquent une réduction de la taille de "Dynamic Island", l'introduction d'une ouverture variable pour les capteurs photo, ainsi qu'une capacité de batterie accrue. Sur le plan économique, les analystes prévoient, malgré le contexte actuel, un maintien des tarifs actuels. La sélection des couleurs chez Apple ne relève pas du hasard.

Kaiani Drance, vice-présidente du marketing de l'iPhone, expliquait l'an dernier que le choix des teintes dépend de la structure de l'appareil, de la manière dont les matériaux réagissent aux pigments et du message que la marque souhaite transmettre pour chaque nouvelle génération. Pour l'iPhone 18 Pro, ce message semble désormais s'écrire sans le noir classique.



GOD OF WAR : LA VÉRITABLE HISTOIRE DERRIÈRE L'APPARENCE DE KRATOS DANS LES JEUX

Alors que Santa Monica Studio se prépare à faire revivre les légendes grecques de Kratos dans God of War Remake, découvrez l'explication derrière l'étonnante blancheur du héros. En février dernier, Kratos faisait un retour surprise avec God of War Sons of Sparta, un préquel en 2D aux aventures du héros de Santa Monica Studio. Pour la première fois depuis Ascension, cela représentait ainsi pour les fans de la franchise une sorte de retour aux sources, c'est-à-dire la Grèce, au travers d'un metroidvania dont le succès aura toutefois été mitigé. Heureusement, un remake de la trilogie originale est également en approche, ce qui représente une belle occasion pour ses créateurs de revenir sur certaines anecdotes.


L'EXPLICATION DERRIÈRE L'APPARENCE DE KRATOS DANS GOD OF WAR

En effet, au détour d'une interview donnée dans le dernier numéro de Retro Gamer, Stig Asmussen, directeur de God of War 3 aujourd'hui passé chez Respawn Entertainment, est revenu sur les origines de l'apparence de Kratos, et plus précisément sur la couleur de sa peau. Car tous ceux qui connaissent la licence le savent, la blancheur du dieu grec est loin d'être anodine, dans le sens où elle est due aux cendres de sa femme et de sa fille qui lui ont été apposées sur le corps en guise de malédiction après leur mort.

Pourtant, comme le rappelle Asmussen dans le magazine, il n'était à l'origine pas du tout prévu que la peau de Kratos soit ainsi. L'idée est en réalité venue lorsque David Jaffe, directeur du premier God of War, est tombé sous le charme de l'un des croquis non terminés de Charlie Wen, qui travaillait alors encore sur le chara-design du personnage. « Jaffe est tombé sur une illustration sur laquelle Wen, artiste en chef, n'avait pas encore travaillé la texture de la peau, si bien que Kratos était encore tout blanc », se souvient Asmussen. « Et il a trouvé ça vraiment cool ». C'est pourquoi « très tôt » dans le développement du premier God of War, il a été décidé de faire de Kratos un protagoniste à la peau blanchâtre. Quant à l'explication narrative qui a en a découlé, elle a été trouvée ultérieurement grâce à l'équipe de scénaristes, qui se sont dit qu'il serait sans doute plus intéressant de justifier cette apparence atypique directement via l'histoire du jeu. C'est ainsi ce qui a donné naissance à l'un des plus gros twists de God of War, renforçant au passage la place de Kratos en tant que anti-héros digne des plus grandes tragédies grecques.



www.alger16.dz

 Alger16, Le quotidien du Grand Public

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC



NUMÉROS UTILES

PRÉVENTION DU CANCER

DES ACTIVITÉS PHYSIQUES LÉGÈRES POUR DIMINUER LE RISQUE

Une analyse des données de mouvements mesurées par capteurs, issues de la UK Biobank, montre que même de simples activités quotidiennes et une augmentation du nombre de pas sont associées à un risque moindre de cancer.

LA PRÉVENTION DU CANCER PAR L'ACTIVITÉ QUOTIDIENNE

Dans les pays industrialisés, jusqu'à la moitié des cas de cancer pourraient être évités par des modifications du mode de vie. L'activité physique représente un facteur essentiel dans cette prévention. Alors que les recommandations se concentrent généralement sur des formes d'exercice modérées à intenses, l'impact des mouvements quotidiens plus légers restait jusqu'à présent méconnu. Une récente analyse prospective de la UK Biobank fournit désormais des preuves solides que même une activité légère au quotidien et un nombre accru de pas sont associés à une réduction du risque de cancer.

L'objectif de cette étude était d'évaluer la relation entre l'activité physique mesurée objectivement et le risque de développer un cancer. L'analyse s'est concentrée sur un critère composite regroupant treize types de tumeurs précédemment associées à l'inactivité physique.

Entre 2013 et 2015, 85 394 participants ont porté un capteur de mouvement au poignet pendant sept jours. Les données brutes ont été converties, à l'aide d'algorithmes d'apprentissage automatique validés, en différentes formes d'activité :

sédentarité, activité quotidienne légère, activité modérée à intense, ainsi que nombre de pas. Durant la période de suivi moyenne de 5,8

ans, environ 3 % des participants ont développé l'un des cancers étudiés. Un niveau d'activité quotidienne plus élevé était significativement associé à un risque moindre de cancer. Même dans le deuxième quintile d'activité le plus bas, les participants présentaient une réduction du risque d'environ 16 % par rapport au groupe le plus inactif. Dans le quintile le plus élevé, cette réduction atteignait environ 26 %. Chez les hommes, la relation entre activité et risque apparaissait largement linéaire, tandis que chez les femmes, des effets non linéaires sont rapportés. Ces résultats sont restés stables même après l'exclusion de certains types de cancer ou des premières années d'observation.

ACTIVITÉ LÉGÈRE VERSUS ACTIVITÉ MODÉRÉE À INTENSE

Pour estimer l'intérêt pratique des différentes formes d'activité d'intensité variable, plusieurs modèles ont été élaborés. Une heure de sédentarité a été remplacée soit par une activité d'intensité légère, soit par une activité modérée à intense. Le risque de cancer s'en est trouvé réduit d'environ 7 % et 14 % respectivement. Dans les modèles de partition prenant en compte simultanément tous les comportements en état d'éveil, le temps passé en position assise n'avait pas d'effet indépendant, tandis que les activités d'intensité légère comme les activités modérées à intenses exerçaient un effet protecteur significatif. Les hommes bénéficiaient davantage du remplacement d'une activité légère par une activité modérée à intense, alors que les femmes tiraient principalement profit du

remplacement du temps de sédentarité par une activité d'intensité légère. Le nombre quotidien de pas était associé de façon inverse avec le risque de développer un cancer. Comparé à 5 000 pas (référence), l'incidence du cancer diminuait de 11 % pour 7 000

pas, de 16 % pour 9 000 pas et de 20 % à 13 000 pas. Au-delà, l'augmentation du nombre de pas n'apportait que des bénéfices supplémentaires minimes. Après ajustement en fonction du nombre de pas, aucune relation significative n'a été observée avec l'intensité de la marche.

MÉCANISMES PROTECTEURS POTENTIELS

Les corrélations observées entre l'activité physique et une incidence moindre de cancer pourraient

s'expliquer par divers mécanismes physiologiques, notamment une réduction de l'inflammation chronique, une amélioration de la sensibilité à l'insuline, des modulations hormonales et un renforcement du système immunitaire. En outre, l'exercice régulier influence favorablement les paramètres cardiométaboliques comme le pourcentage de graisse corporelle, la glycémie et la pression artérielle. Tous ces facteurs sont considérés comme des médiateurs potentiels dans le développement du cancer.

L'ACTIVITÉ PHYSIQUE, UN POINT DE DÉPART SIMPLE POUR LA PRÉVENTION

Cette étude démontre clairement que même une légère activité quotidienne et une augmentation modérée du nombre de pas pourraient être significativement associées à un moindre risque de cancer. De simples trajets réguliers, ou le passage de la position assise à la position debout et à la marche, suffisent pour avoir un effet préventif. Cependant, cette analyse repose sur une mesure de sept jours, effectuée au sein d'une cohorte globalement saine et socio-économiquement favorisée. Dès lors, l'évaluation des modifications comportementales sur le long terme ainsi que la transposition de ces résultats à d'autres populations nécessitent des études complémentaires. Les futures études d'intervention spécifiques devront clarifier quels schémas d'activité sont optimaux et comment établir des habitudes durables. Quoi qu'il en soit, on peut d'ores et déjà retenir qu'intégrer davantage d'activité physique au quotidien est bénéfique et devrait être encouragé par le corps médical.



URGENCES ET SÉCURITÉ
SAMU
021.67.16.16/
67.00.88

CHU MUSTAPHA
021.23.55.55

CHU BEN AKNOUN
021.91.21.63

CHU BENI MESSOUS
021.93.11.90

CHU BAINEM
021.81.61.13

CHU KOUBA
021.58.90.14

AMBULANCES
021.60.66.66

DÉPANNAGE GAZ
021.68.44.00

DÉPANNAGE ÉLECTRICITÉ
021.68.55.00

SERVICE DES EAUX
021.58.32.32/
58.37.37

PROTECTION CIVILE
021.61.00.17

SÛRETÉ DE WILAYA
021.63.80.82

GENDARMERIE
021.62.11.99/
62.12.99

NUMÉROS UTILES

AÉROPORT HOUARI-BOUMEDIENE
021.54.15.15

AIR ALGÉRIE (RÉSERVATION)
021.28.11.12

Air France
021.73.27.20/
73.16.10

ENMTV
021.42.33.11/12

SNTF
021.76.83.65/
73.83.67

SNTR
021.54.60.00/
54.05.04

Hôtel Sheraton
021.37.77.77

Hôtel Mercure
021.24.59.70/85

Hôtel El-Djazair
021.23.09.33/37

Hôtel El-Aurassi
021.74.82.52

Hôtel Hilton
021.21.96.96

Hôtel Sofitel
021.68.52.10/17

Pour vos petites annonces: UN SEUL JOURNAL

Les petites annonces sont à **150 DA** seulement

Anniversaires, félicitations... à **300 DA** seulement

ALGER 16

alger16.dz@gmail.com
5, rue du Sacré-Coeur, Alger

020 10 23 68

COUPE DU MONDE 2030

LE MAROC, ENTRE VITRINE DE LUXE ET DÉMOLITION SOCIALE

À l'approche de 2030, le Maroc semble s'être lancé dans une course effrénée contre la montre, mais surtout contre son propre peuple. Sous couvert de modernité et de co-organisation de la Coupe du monde, le royaume opère une transformation urbaine à coups de bulldozers, où l'image de marque internationale prime désormais sur la dignité des classes populaires.

Le programme « Villes sans bidonvilles », ressorti des tiroirs après vingt ans de stagnation, sert aujourd'hui d'alibi parfait pour une opération de nettoyage social d'une violence inouïe. Ce qui est présenté officiellement comme une lutte contre l'insalubrité ressemble de plus en plus à une purge urbaine destinée à libérer des terrains stratégiques. À Casablanca, les pelleteuses ne font pas de distinction : quartiers historiques, édifices religieux et commerces de proximité sont rasés pour laisser place à des complexes touristiques et des axes routiers clinquants. Le cynisme de l'opération réside dans le décalage entre les promesses de relogement et la réalité du terrain. Exiger 100.000 dirhams de ménages survivant grâce à l'économie informelle pour accéder à un logement social est une insulte à leur précarité. C'est, ni plus ni moins, une manière d'exclure les plus pauvres du futur paysage urbain marocain pour ne pas « tacher » la photo lors du Mondial.

VIOLATIONS MASSIVES ET CLIENTÉLISME DU MAKHZEN
Le rouleau compresseur ne broie pas que du béton, il pulvérise aussi des vies économiques. À Salmia, des milliers de commerçants et d'artisans, piliers de l'économie réelle, ont vu leur gagne-

pain s'arrêter net. La promesse de la mairie de Casablanca — un terrain de 260 hectares pour les ferrailleurs — ressemble à un écran de fumée : aucun calendrier, aucune concertation, juste un vide sidéral. Des contribuables en règle se retrouvent traités comme des parias du jour au lendemain, jetés dans une précarité que le Palais refuse de voir. Pour éteindre l'incendie médiatique, le gouvernement brandit le slogan usé de « Villes sans bidonvilles ». Mais sur le pavé, la réalité est plus sombre. Entre les recensements truqués qui excluent les familles installées depuis quarante ans et le racket des 100.000 dirhams exigés pour un logement social, le compte n'y est pas. Demander une telle fortune à des ménages qui survivent au jour le jour, c'est les condamner soit à l'endettement à vie, soit au dénuement total. L'indignation ne se limite plus aux réseaux sociaux ; elle devient un cri de ralliement pour la société civile. La Ligue marocaine pour la citoyenneté et les droits de l'Homme ne mâche plus ses mots en dénonçant des « violations massives » et une gestion d'une opacité totale. Car derrière le paravent du Mondial 2030, le masque tombe : ce n'est pas l'insalubrité que l'on combat,



forme de chaînes humaines dressées face à l'acier des bulldozers. Mais dans ce royaume de l'apparence, la réponse ne se fait jamais attendre : les forces auxiliaires ont rapidement brisé cette résistance pacifique, sécurisant les démolitions au détriment du droit humain.

Cette tension est exacerbée par des actes symboliques d'une rare violence, comme la destruction de mosquées historiques à Casablanca pour faire de la place à des projets de prestige. Le Maroc de 2026 semble être devenu le prisonnier de ses propres lobbies, privilégiant une vitrine internationale factice et "instagrammable" au détriment de milliers de citoyens sacrifiés sur l'autel de la gloire sportive. La fracture entre le peuple et ses dirigeants n'a jamais été aussi profonde. À mesure que 2030 approche, le contraste entre les stades futuristes et la détresse des déplacés de l'intérieur devient insupportable. Le défi n'est plus technique ou financier ; il est moral. La question est désormais de savoir si le Makhzen est prêt à sacrifier la justice sociale sur l'autel d'un événement sportif éphémère. Car si la vitrine est magnifique mais que les fondations humaines sont en ruines, le réveil post-Mondial risque d'être brutal pour le tissu social marocain.

c'est une opération de spoliation foncière à grande échelle. Il s'agit de libérer les zones les plus rentables du pays pour les offrir sur un plateau d'argent aux lobbies immobiliers et aux cercles d'influence proches du Makhzen. L'objectif est limpide : plaire aux investisseurs étrangers et aux touristes de luxe en gommant toute trace de pauvreté, quitte à déporter les populations locales loin des centres névralgiques.

LA RÉSISTANCE BRISÉE PAR LA MATRAQUE

Le mépris a fini par engendrer la révolte. À Ain Borja, le courage a pris la

Amira Benhizia



LIGUE 1 (MISE À JOUR DE LA 18^e JOURNÉE)
CRB - USMK AUJOURD'HUI À 17H45 / USMA - PAC REPORTÉ

LE CRB POUR UNE REMONTÉE SALUTAIRE

D'une compétition à une autre, et après son ratage, jeudi dernier, en finale de la Coupe d'Algérie, le CR Belouizdad renoue aujourd'hui avec le championnat. Le Chabab joue son match de retard contre l'USM Khenchela comptant pour la mise à jour de la 18^e journée. La rencontre est programmée au stade Nelson-Mandela de Baraki à partir de 17h45.



Logé à la 7^e place avec 38 points, et toutefois 5 matchs en moins, le Chabab n'a désormais qu'une place au podium à jouer pour espérer finir sa saison avec une place qualificative en compétition continentale, la saison prochaine. C'est la seule consolation qui reste encore pour le CRB. Mais avec quel moral et dans quelles conditions ! Parmi les joueurs, ce n'est en effet pas du tout la grande réjouissance, après les deux ratages inattendus, que ce soit en Coupe de la CAF ou en Coupe d'Algérie. Plus globalement, l'équipe n'est pas non plus sans soucis avec la mise à l'écart de l'entraîneur Ravovic à la veille de sa demi-finale africaine face au Zamalek. Depuis, ni son contrat a été officiellement résilié ni un autre entraîneur attiré a été recruté pour pérenniser l'encadrement de l'équipe. La direction s'était contentée de confier l'intérim à Sebaa, avant de faire appel à Ali Moussa qui était jusque-là

entraîneur des U20 pour renforcer le staff technique des séniors. Le résultat tout le monde le connaît. C'est donc dans ces conditions empreintes de rafistolage et d'à-peu-près que les Belouizdadi tenteront de sauver ce qui peut l'être encore, pour finir l'exercice sur le podium. Un objectif qui passerait par une remontée spectaculaire visée par le Chabab. Ça reste dans ses cordes, à condition de réussir quasiment un sans-faute lors de ces matchs en retard qu'il s'apprête à solder. A commencer donc par le match d'aujourd'hui face à l'USM Khenchela (9^e, 34 points, 2 matchs en moins aussi). A priori, le CRB est évidemment, sur papier, supérieur en tout point de vue sur son adversaire du jour. Le terrain du Nelson-Mandela stadium,

qui abritera la rencontre, lui offre un autre avantage non négligeable. Le seul couac à redouter reste donc ce mental des troupes après les deux ratages monumentaux subis. Khacef, Chaâl et consorts parviendront-ils à faire fi de leur déception, pour réussir le match qu'il faut et amorcer cette ligne droite du championnat avec la mobilisation et la détermination nécessaires ? C'est là une interrogation cruciale à laquelle seul le terrain répondra. A retenir enfin que la deuxième rencontre comptant pour la mise à jour de la 18^e journée, devant opposer l'USM Alger au Paradou AC, prévue également, dans un premier temps, pour aujourd'hui, a été, finalement, reportée à une date ultérieure par la Ligue. «La Ligue de football professionnel annonce le report du match qui devait opposer le club de l'Union d'Alger au club de l'Athlétique Paradou dans le cadre de la mise à jour du calendrier de la 18^e journée du championnat professionnel Mobilis. Cette rencontre était initialement prévue pour lundi 4 mai 2026 au stade du 5-Juillet-1962, et ce, à la demande de la direction du club de l'USM Alger», avait indiqué la Ligue avant-hier dans un communiqué. «Cette décision vise à permettre à l'équipe de se préparer à la finale de la Coupe de la Confédération africaine dans les meilleures conditions possibles», expliquait encore la communication de l'instance.

LA 28^e JOURNÉE FIXÉE AUX 7 ET 8 MAI PROCHAINS

Par ailleurs, la Ligue a également communiqué le programme de la 28^e journée du championnat fixée aux jeudi 7 et vendredi 8 mai prochains. Trois matchs se dérouleront le 7 mai, à savoir ES Mostaganem - JS Saoura, à 16 heures, Paradou AC - CS Constantine également à 16 heures, alors que MC Oran - ASO Chlef, prévu au stade Miloud-Hadefi, débutera à partir de 20 heures. Quatre autres rencontres suivront le lendemain 8 mai. Il s'agit d'Olympique Akbou - CR Belouizdad programmé au stade de l'Unité Maghrébine de Béjaïa, à 16 heures, USM Khenchela - MC El Bayadh, également au même horaire, JS Kabylie - ES Sétif, au stade Hocine-Aït-Ahmed à 17h45 et, enfin, MC Alger - MB Rouissat au stade de Douéra à partir de 20 heures. A signaler que le dernier match de cette 28^e journée devant opposer l'ES Ben Aknoun à l'USM Alger est reporté à une date ultérieure vu l'engagement des Usmistes en finale de la Coupe de la CAF.

Djaffar Chilab

G. S. E.

LIGUE 2 (29^e JOURNÉE) L'USM El Harrach assure les play-offs

La 29^e journée du championnat de Ligue 2, groupe Centre-Ouest, jouée vendredi dernier, a été renversante et surtout décisive pour l'USM El Harrach qui, grâce à son nul (1 - 1) ramené de Mascara, a désormais assuré sa participation aux play-offs qui détermineront le 3^e club qui accèdera en Ligue 1. L'USM El Harrach, qui a ainsi conforté sa 2^e place avec 59 points, a en effet définitivement assuré sa participation au tournoi des barrages qualificatifs en Ligue professionnelle. Le grand perdant de cette avant-dernière journée est incontestablement l'ASM Oran qui a été battue (0 - 1) chez elle par le RC Kouba. A la faveur de sa victoire, le Raed a complètement bouleversé la hiérarchie en haut du tableau, en se hissant d'abord à la 4^e place avec 56 points et en faisant reléguer les Asémistes derrière lui, à la 5^e place, avec 55 points. Ce succès des Koubéens a surtout profité au CR Témouchent qui, après sa victoire (0 - 1) en déplacement contre la JSM Tiaret, se retrouve propulsé à la 3^e place avec 56 points, grâce à son meilleur goal-àverage sur le RC Kouba avec lequel il totalise le même nombre de points. Le CRT se positionne ainsi en force, à une journée de la fin de l'exercice, pour garder cette troisième place qualificative aux play-offs. Témouchent a son destin en main. Il lui suffira d'une victoire lors de la dernière journée contre le WA Tlemcen (7^e, 40 points), qu'elle recevra, pour préserver ce billet des play-offs qu'elle tient déjà d'une main. Et ce peu importent les résultats du RCK qui accueille le GCR Mascara ou encore de l'ASMO qui rendra visite au CRB Adrar. Dans le bas du tableau de ce groupe, le débat est clos en ce qui concerne les trois équipes relégables puisque la JS Tixeraine (14^e, 23 points) n'a plus aucune chance de s'extirper. C'est elle qui accompagnera donc officiellement l'US Béchar Djedid (16^e, 14 points) et le CRB Adrar (15^e, 20 points) en division inférieure.

L'US BISKRA À UN POINT DU TITRE DANS LE GROUPE CENTRE-EST

Dans le groupe Centre-Est, le suspense demeure entier et tout se jouera visiblement lors de la dernière journée. Toutes les probabilités restent possibles puisque entre l'US Biskra (1^{er}, 61 points) et le CA Batna (4^e, 57 points), il n'y a que 4 points d'écart, même si ce dernier est toutefois out pour jouer le titre, après sa défaite (1 - 0), avant-hier, en déplacement chez l'AS Khroub. Le CAB garde toutefois une mince chance de remonter sur le podium en cas de victoire lors de son dernier match, en recevant l'USM Annaba, si bien entendu le MO Béjaïa (2^e, 59 points) ou l'US Chaouia (3^e, 59 points également) venait à perdre. L'US Chaouia effectuera un déplacement explosif chez l'actuel leader, l'US Biskra, tandis que le MOB recevra le NRB Beni Oulbane (9^e, 35 points). A voir de plus près dans l'actuel classement, l'US Biskra n'a besoin que d'un nul pour assurer son titre et, partant, son accession directe en Ligue 1, quel que soit le résultat du MOB. Tout comme le MOB et l'US Chaouia n'ont besoin que d'un point pour être certains d'accéder aux play-offs. En cas de défaite de l'US Biskra et de victoire du MO Béjaïa à ce moment-là, c'est le MOB qui sera sacré champion et Biskra et Chaouia passeront par les play-offs. Dans la queue du classement, la question du troisième relégué est également enclouée loin d'être tranchée. En effet, si le HB Chelghoum Laird (16^e, 2 points) et l'IB Khemis El Khechna sont officiellement déjà relégués, il reste difficile de pronostiquer par avance sur le 3^e club qui les accompagnera. La JS Bordj Menaiel (14^e, 32 points), l'AS Khroub (13^e, 32 points aussi), le MO Constantine (12^e, 33 points), le MSP Batna (11^e, 33 points) et le CR Ben Thour (10^e, 34 points) resteront tous sous la menace jusqu'au coup de sifflet final de la 30^e et dernière journée.

Djaffar C.

NOUVELLE PAGE AU CHABAB RIADHI BELOUIZDAD

Un nouveau conseil d'administration

C'est un nouveau cycle qui démarre pour le CR Belouizdad. La société Madar Holding, actionnaire majoritaire du club, a acté, hier, une réorganisation profonde de la SSPA/CRB, avec la dissolution du conseil d'administration et la fin du mandat de son président, M. Badr Eddine Behloul. C'est une décision lourde qui s'abat sur l'équipe de Laâquiba, mais pas vraiment surprenante. Deux saisons sans titre majeur, une finale de Coupe d'Algérie perdue face à l'USM Alger (2-1) et surtout un sentiment d'essouffement sportif ont accéléré le changement. Dans les grands clubs, quand les résultats stagnent, la direction finit toujours par bouger. C'est la règle du jeu. Dans la foulée, un nouveau conseil d'administration a directement été installé. Il est composé de Arar Mohamed, Haddouche Houssein, Ben Salam Abdelkrim, Boukroucha Boualem et Taghout Yacine. Parmi ces noms, c'est bien celui de Arar Mohamed qui a été à la présidence du conseil. Un signal clair d'une volonté de repartir sur des bases neuves. Autre mouvement important : la nomination de Djaber Namoun, ancien joueur de football, comme directeur sportif, avec des prérogatives élargies. Là aussi, le message est clair : remettre du sportif au centre, avec une chaîne de décision plus cohérente entre terrain, recrutement et vision globale. Derrière ce remaniement, Madar Holding affiche une ambition simple mais exigeante : transformer la gestion du club pour retrouver un CRB

compétitif, stable et structuré sur la durée. Plus question de vivre sur des coups d'éclat ou des saisons irrégulières. L'objectif est de construire un projet. Le vrai test commence ici. Cette nouvelle direction sera immédiatement jugée sur trois chantiers majeurs qui conditionnent l'avenir du CR Belouizdad : la stabilité sportive, d'abord, avec la nécessité d'en finir avec le cycle des alternances entre saisons réussies et saisons décevantes ; un recrutement plus intelligent ensuite, capable de rompre avec les emplacements de joueurs pour bâtir une véritable identité d'effectif ; et, enfin, un projet continental ambitieux, qui doit replacer le club dans une logique de performance durable sur la scène africaine et pas uniquement sur le plan national. Parce que dans le football moderne, et encore plus dans le contexte algérien, les titres ne sont jamais le fruit du hasard. Ils se construisent dans la durée, à travers une vision claire, une continuité technique assumée et une gestion maîtrisée des moments clés. C'est précisément là que cette nouvelle équipe dirigeante sera attendue au tournant : transformer une réorganisation administrative en véritable projet sportif gagnant. Le CRB a déjà montré qu'il pouvait dominer. Maintenant, le défi est plus dur : rester au sommet sans se perdre dans les changements permanents. Et cette nouvelle direction n'a plus vraiment le droit à l'erreur.

**BEYROUTH -**

Les forces sionistes ont mené samedi dernier une nouvelle série de frappes sur le sud du Liban qui ont fait au moins trois martyrs, selon l'agence de presse officielle du pays, l'ANI.

TOKYO - Les incendies de forêt qui ravageaient le nord du Japon depuis 11 jours ont été maîtrisés, ont annoncé les autorités samedi dernier.

BERLIN - Un séisme d'une magnitude de 5,3 a été enregistré dans la côte est de l'île du Nord, en Nouvelle-Zélande, samedi dernier, a indiqué le centre allemand de recherche en géosciences (GFZ).

ZHENGZHOU - Un incendie s'est déclaré samedi dernier dans un magasin de la ville de Lingbao dans la province chinoise du Henan (centre), faisant six morts, a indiqué le service local des incendies et des secours.

ATHÈNES - Le 1er mai le plus froid depuis 70 ans a été enregistré en Grèce, en raison notamment de la présence de vents provenant du Nord et de pluies, selon le météorologue Panagiotis Giannopoulos, cité samedi dernier par plusieurs médias grecs.

BERLIN - Un séisme d'une magnitude de 5,3 a secoué la côte est de l'île du Nord, en Nouvelle-Zélande, samedi, a indiqué le Centre allemand de recherche en géosciences (GFZ).

LES INSTRUCTIONS DU CHEF DE L'ÉTAT LORS DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉLABORATION D'UNE ÉTUDE POUR LA CRÉATION D'UN HÔPITAL ANTICANCER DANS CHAQUE WILAYA

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant sur le suivi des accords de coopération bilatérale conclus avec le Tchad et le Niger, la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer, horizon 2035, ainsi que l'organisation et la sécurisation de l'acquisition de téléphones portables pour le marché national, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

Après la présentation de l'ordre du jour et le bilan des activités gouvernementales des deux dernières semaines exposé par le Premier ministre, le chef de l'État a donné une série d'instructions et d'orientations. En ouverture, le président Tebboune a salué les efforts déployés par le gouvernement pour récupérer les fonds détournés et les réinjecter dans l'économie nationale, en particulier dans le secteur de l'industrie automobile dans les wilayas de Tissemsilt et Batna. Il a réaffirmé la détermination de l'État à poursuivre sans relâche la lutte contre la corruption.

RENFORCEMENT DES PARTENARIATS AVEC LE NIGER ET LE TCHAD

Concernant la coopération avec le Niger, le président de la République a appelé à diversifier les domaines de partenariat afin d'inclure les secteurs prioritaires et de servir les intérêts communs. Il a insisté sur l'achèvement, dans un délai de trois mois, du projet de centrale de production d'énergie, qualifié de réalisation stratégique.

Il a également exprimé la volonté de l'Algérie d'approfondir sa coopération avec le Niger, notamment dans les domaines de



l'exploration et de l'exploitation pétrolières. Le chef de l'État a en outre recommandé de renforcer les mécanismes de suivi et de coordination, à travers la multiplication des visites ministérielles et la mise en place de nouveaux canaux de communication, ainsi que le lancement d'un partenariat médiatique conjoint.

S'agissant de la coopération avec le Tchad, le président a insisté sur la consolidation des relations économiques, en particulier dans les secteurs de l'énergie, de la production d'électricité et de l'exploration pétrolière. Il a ordonné l'accélération de la réalisation d'une cimenterie d'une capacité supérieure à un million de tonnes par an, ainsi que la prise en charge, par des entreprises algériennes, de deux tronçons de la route transsaharienne afin d'achever le tracé restant en territoire tchadien et de dynamiser les échanges commerciaux.

STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE CANCER

Sur le plan sanitaire, le président Tebboune a salué la mobilisation du secteur de la santé dans la prise en charge des victimes d'un accident de bus survenu en Tunisie, mettant en avant la rapidité de leur transfert vers les hôpitaux d'Annaba et d'El Tarf, tout en remerciant les autorités sanitaires tunisiennes pour leur coopération.

Concernant la stratégie nationale de

prévention et de lutte contre le cancer à l'horizon 2035, le chef de l'État a préconisé une approche globale fondée sur la prévention, le dépistage précoce et un traitement efficace, rappelant la gratuité des soins en Algérie.

Il a également ordonné le renforcement des capacités des structures sanitaires et l'amélioration de la prise en charge des patients à travers l'ensemble du territoire, avec la réalisation d'une étude pour la construction d'un hôpital spécialisé en oncologie dans chaque wilaya. Il a en outre appelé à la création d'un dispositif de suivi pour l'approvisionnement et la distribution des médicaments anticancéreux.

Par ailleurs, le président a renouvelé ses instructions aux ministères du Commerce et de la Santé pour accélérer la mise en place de laboratoires de contrôle des marchandises importées au niveau des ports et des aéroports, tout en soulignant l'importance d'une coordination étroite entre les différents secteurs concernés pour assurer le succès de cette stratégie à long terme.

Enfin, dans le cadre de l'amélioration de la sécurité dans le secteur des transports, le président de la République a ordonné le retrait, dans un délai maximal de trois mois, des autobus de plus de 25 ans du parc national.

R. N.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DANS LE CAMP DE LAÛYOUNE

L'ATTACHEMENT DU PEUPLE SAHRAOUI À LA LUTTE POUR LA LIBERTÉ ET L'INDÉPENDANCE RENOUVELÉ

L'Union générale des travailleurs de Saguia El Hamra et Oued Eddahab a célébré, jeudi dernier, au camp de la ville de Laâyoune, la Journée internationale des travailleurs, un rendez-vous mondial qui mobilise chaque année les organisations syndicales à travers le monde.

L'événement revêt cette année une dimension particulière, coïncidant avec le cinquantenaire de la proclamation de la République sahraoui, ce qui, selon les organisateurs, renforce la détermination à poursuivre la lutte jusqu'à l'aboutissement de l'objectif d'indépendance.

Dans une déclaration accordée à l'agence de presse à cette occasion, le ministre sahraoui de la Fonction publique et de la Promotion administrative, Salek Baba Hassena, a souligné que cette journée constitue un

moment symbolique fort pour réaffirmer l'attachement du peuple sahraoui à ses revendications de liberté et d'autodétermination. Il a rappelé que cette commémoration s'inscrit dans un demi-siècle de résilience et de résistance, marqué par la continuité de la mobilisation politique et sociale. Le ministre a également indiqué que la classe ouvrière sahraoui, aux côtés des différentes composantes de la société, commémore cet événement dans des conditions particulières, marquées par la dispersion du peuple entre les territoires occupés et les camps de réfugiés, tout en maintenant une unité autour d'un objectif commun : la concrétisation de ses aspirations légitimes.

De son côté, le secrétaire général de l'Union des travailleurs de Saguia El Hamra et Oued

Eddahab, Nafii Ahmed Mohamed, a affirmé que cette journée représente une opportunité de renouveler l'engagement en faveur de la poursuite du combat pour la libération de l'homme et du territoire du colonialisme. Il a mis en avant le rôle structurant de la classe ouvrière dans la préservation de l'édifice institutionnel sahraoui et dans l'accompagnement des différentes étapes du processus de lutte nationale.

Il a, par ailleurs, dénoncé l'exploitation des ressources naturelles sahraouies par des entités étrangères en violation du droit international, ainsi que les tentatives de modification de la structure démographique des territoires occupés, lesquelles conduisent, selon lui, à l'exclusion progressive des compétences sahraouies et à leur

marginalisation sur le marché du travail.

La commémoration s'est finalement achevée sur un hommage rendu aux travailleurs sahraouis, présentés comme un maillon essentiel de la continuité du combat dans un contexte où la mobilisation reste centrée sur un objectif constant : la liberté et l'indépendance du peuple sahraoui.

Dans un contexte marqué par des défis politiques, économiques et sociaux persistants, cette commémoration apparaît surtout comme une réaffirmation d'une ligne constante : maintenir la mobilisation, préserver la cohésion interne et inscrire la lutte dans la durée. Une dynamique que les organisateurs entendent poursuivre, avec en toile de fond l'objectif inchangé de liberté et d'indépendance. **Abir Menasria**